

CONFERENCE DE GILLES KEPEL LES BANLIEUES DE L'ISLAM

Gilles Kepel, enseignant à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris s'est penché sur la question du réveil de l'Islam en France durant les quinze dernières années pour en déceler les caractéristiques et les enjeux.

Se basant sur la rigoureuse enquête menée conjointement par la Fondation Nationale des Sciences Politiques et le Centre National de la Recherche Scientifique, Gilles Kepel entame son travail par une réflexion sur un paradoxe : entre la fin des années 1970 et le début des années 1980, les lieux de prière sont passés d'une poignée à près de mille, et les associations d'immigrés ont atteint près de 700 ; pendant ce même temps, le nombre des musulmans n'a pas augmenté en France.

Pourquoi cette croissance ? Que signifie-t-elle en termes de mutations au sein de la société française ? Quel en est le révélateur ? Autant de questions auxquelles le chercheur tente d'apporter des éléments de réponse. 1974 est une date clé dans cette réflexion ; elle voit l'obsolescence du modèle de "noria migratoire" et laisse place à un large mouvement de sédentarisation, favorisée par un effet pervers de la circulaire du 5 juillet restreignant l'immigration légale de la main d'oeuvre étrangère dans une période de crise économique.

Le chômage et la déstabilisation sociale qu'il induit vient dans ce contexte de sédentarisation croissante précipiter l'expression d'une demande d'Islam en tant que quête de nouveaux pères.

Trois lieux vont se trouver alors à l'avant-scène du développement de l'Islam en France : les foyers de travailleurs immigrés (SONACOTRA), les usines et les cités H.L.M.

* En 1975, la grève des loyers dans les foyers "Sonacotra" et sa transformation en un grand mouvement revendicatif d'immigrés aidé et dirigé par l'extrême-gauche maoïste devenaient suffisamment préoccupantes pour que les directeurs de ces foyers prennent l'initiative de favoriser le développement de l'Islam et de lieux de culte pour aider à l'émergence de nouveaux interlocuteurs et contourner les syndicats d'extrême gauche.

* On observe ce même phénomène dans les usines (Renault-Billancourt), l'idée maîtresse étant pour le patronat, de trouver d'autres interlocuteurs que la C.G.T. pour la résolution des conflits au sein de l'entreprise. Des salles étaient consacrées au culte et le contrôle de l'Islam devenait, dans l'entreprise française, un enjeu de taille.

* Troisième lieu d'émergence, la cité H.L.M. voit, tout autant que l'usine ou le foyer, l'ouverture de salles de prière comme tentative des organismes de gestion des H.L.M. de contrôler quelque peu l'agitation sociale et le désarroi de la jeunesse après l'échec d'associations et d'expériences culturelles.

Ainsi, pour Gilles Kepel, la multiplication des lieux de cultes et des mosquées en France a été suscitée par les officiels français mais répondait néanmoins à un besoin réel dans la population immigrée. Cette "demande d'Islam" trouvait pour principal écho, jusqu'à la fin des années 1970, les "djamaat al tabligh" qui sont parvenues à créer un sentiment communautaire assez fort en prônant l'imitation du Prophète.

A partir de 1980, des acteurs nouveaux et étrangers entrent en scène, tant séoudiens, iraniens ou algériens pour n'en citer que quelques uns qui, par leur financement, par leurs acquisitions de terrains, par la construction de mosquées, en demandant notamment aux municipalités des permis de construire, font passer à l'Islam un cap de visibilité.

Les négociations avec les municipalités sont d'autant plus sensibles que la révolution khomeïniste entretient la confusion dans l'esprit des électeurs qui observent quotidiennement à la télévision les méfaits des luttes intestines des groupes iraniens rivaux installés en France.

Pour leur part, les gouvernements maghrébins voient d'un mauvais oeil cette fécondation de leurs concitoyens avec un Islam qu'ils redoutent, dans l'éventualité de leur retour au pays.

Tout cela, souligne Gilles Kepel, va faire de l'Islam une sorte de nébuleuse, renforcée par l'absence de corps fédérateur, contrairement aux deux autres religions monothéistes. Même la Grande Mosquée de Paris, qui date pourtant de la fin de la seconde guerre mondiale n'a jamais réussi à attirer et à représenter l'ensemble des croyants installés en France ; ses liens avec Alger, la faisant entrer périodiquement en conflit avec les gouvernements arabes qui lui déniaient toute représentativité.

Que nous réserve l'avenir immédiat ? Pour Gilles Kepel "on va sans doute vers une institutionnalisation de l'Islam en France", mais la compétition pour en être le représentant va s'exacerber.

La France va non seulement devoir résoudre le problème de l'identification d'interlocuteurs représentatifs, mais aussi répondre à l'attente d'intégration ou d'insertion de la population immigrée en France, en dépit de l'âpreté des débats qui, sur ce sujet, traversent la communauté maghrébine.

Il n'en demeure pas moins vrai que, pour Gilles Kepel, l'Islam en France est un fait que l'on ne peut, désormais, plus occulter.

A. F.

CDTM, 17 janvier 1989

BIBLIOGRAPHIE DE GILLES KEPEL

- * *Le Prophète et le Pharaon : les mouvements islamistes dans l'Egypte contemporaine.* - Paris : la Découverte, 1984. - 256 p.
- * *Les Banlieues de l'Islam : naissance d'une religion en France.* - Paris : Seuil, 1987. - 425 p.
- * *Les Musulmans dans la société française.* - Paris : Presses de la F.N.S.P., 1988.